

DOCUMENT RESUME

ED 259 762

IR 051 276

TITLE IFLA General Conference, 1984. Bibliographic Control Division. Sections on Bibliography, Cataloging, and Classification. Part 2. Papers.

INSTITUTION International Federation of Library Associations, The Hague (Netherlands).

PUB DATE Aug 84

NOTE 54p.; Papers presented at the International Federation of Library Associations (IFLA) General Conference (Nairobi, Kenya, August 19-25, 1984). For part 1, see IR 051 156. Document contains light, broken type.

PUB TYPE Viewpoints (120) -- Reports - Descriptive (141) -- Speeches/Conference Papers (150)

LANGUAGE English; French

EDRS PRICE MF01/PC03 Plus Postage.

DESCRIPTORS *Cataloging; *Classification; Databases; *Developing Nations; *Information Science; International Organizations; Library Associations; Library Automation; *Technology Transfer

IDENTIFIERS *Africa; *National Bibliographies; Subject Access

ABSTRACT

Papers on cataloging and national bibliography presented at the 1984 general conference of IFLA include: (1) "Pratiques et Problemes de Catalogage au Senegal" (Cataloging Practices and Problems in Senegal) (Marietou Diop Diongue, Senegal); (2) "The Consequences of New Technologies in Classification and Subject Cataloging in Third World Countries: The Technological Gap" (Robert P. Holley, United States); and (3) "Les Bibliographies Nationales du Maghreb: Contenu et Perspectives" (The National Bibliographies of Tunisia, Algeria, Morocco, and Libya: Contents and Perspectives) (Ridha Attia, Tunisia). (BBM)

* Reproductions supplied by EDRS are the best that can be made *
* from the original document. *



IFLA GENERAL CONFERENCE, NAIROBI 1984

Division:

Section:

21-CAT-2-E

1984

U.S. DEPARTMENT OF EDUCATION
NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION
EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION
CENTER (ERIC)

☒ This document has been reproduced as
received from the person or organization
originating it.

☐ Minor changes have been made to improve
reproduction quality.

• Points of view or opinions stated in this docu-
ment do not necessarily represent official NIE
position or policy.

Pratiques et problèmes de catalogage
au Sénégal.

Par

Mariétou Diop DIONGUE

Conservateur de la section Lettres

Bibliothèque Universitaire

DAKAR, SENEGAL . (West Africa).

ED259762

IR051276

For internal use only: Si

To be brought to meeting no:

.....80.....

Remarks:

to be presented orally

for distribution only



2

"PERMISSION TO REPRODUCE THIS
MATERIAL HAS BEEN GRANTED BY

IFLA

TO THE EDUCATIONAL RESOURCES
INFORMATION CENTER (ERIC)."

INTRODUCTION

Nous voudrions d'abord remercier la section de catalogage de la F.I.A.B. et en particulier sa secrétaire Françoise FIELLI d'avoir bien voulu nous inviter à présenter une communication à la réunion plénière de la section.

Le thème qui nous a été proposé était : "Pratiques et problèmes de catalogage au Sénégal". Nous l'avons finalement accepté tel quel et c'est avec un très grand plaisir que nous avons accepté de traiter ce thème, pour deux raisons majeures :

- Si la F.I.A.B. a fait du contrôle bibliographique universel, C.B.U., un objectif professionnel majeur, c'est dans le souci inébranlable de pouvoir rendre disponible, dans une forme internationalement acceptable, les données bibliographiques fondamentales relatives à toutes les publications de tous les pays. Un tel programme ne peut être réalisé si au niveau de chaque pays un effort n'est pas fait pour identifier et enregistrer les publications des auteurs nationaux et si tous les pays n'adoptent pas une description bibliographique internationale normalisée (ISBD) où chacun peut se retrouver quel que soit la langue et l'alphabet utilisés.

C'est en nous situant dans une telle perspective que nous avons voulu mener notre enquête au niveau des principales institutions bibliographiques de notre pays, toutes bénéficiaires d'un dépôt des publications nationales (les Archives nationales du Sénégal, l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) et la Bibliothèque centrale de l'Université de Dakar. (1).

Nous n'avons pas pour autant négligé d'autres petites unités documentaires comme par exemple les bibliothèques des Ecoles nationales de formation professionnelle, les bibliothèques des facultés, les bibliothèques de certains établissements supérieurs et quelques bibliothèques publiques, convaincue que cela nous donnera une idée plus exacte du niveau d'application de l'ISBD au Sénégal.

Une telle enquête a donc été pour nous une agréable occasion pour nouer le contact avec des collègues dispersés, faire certaines critiques pour susciter des réactions, attirer l'attention de tous sur la nécessité d'une concertation pour une meilleure coordination et une meilleure harmonisation de nos pratiques. Cette communication-ci serait donc envoyée aux différents collègues visités et

pourrait donc être un bon prétexte pour tenir une réunion sur les problèmes du catalogage au Sénégal. C'est donc là la première raison de notre joie.

2) - La rencontre et l'échange d'idées et d'expériences avec des professionnels d'horizons si divers ne peut qu'être enrichissant pour tous et surtout pour nous qui manquons de contact de cette envergure. C'est la deuxième raison de notre joie et nous espérons pouvoir tirer un grand profit de cet enrichissement aussi bien sur le plan humain que professionnel.

Après cette introduction peut être un peu trop longue nous allons revenir à notre sujet : "Pratiques et problèmes de catalogage au Sénégal".

Notre premier problème a été d'essayer de circonscrire le sujet. Faut-il prendre le catalogage au sens restreint ou au sens le plus large ? Quand on parle de catalogage, on entend par là la description externe et interne d'un document. Cette description se matérialise par la rédaction de documents secondaires qui servent à signaler l'existence du document (ce sont les notices signalétiques et descriptives des catalogues et des répertoires bibliographiques) ou qui servent à en exprimer le contenu (index, catalogues de matières par exemple). (2). Cela regroupe donc aussi bien le catalogage descriptif ou "catalogage auteurs" que le "catalogage alphabétique et systématique matières" ou indexation.

Par ailleurs, fallait-il se limiter aux monographies simplement ou bien traiter aussi des publications en série et des "non livres". Cela posait un autre problème.

Pour ce qui est des pratiques de catalogage en vigueur, nous avons tenu compte des différentes catégories d'ouvrages. Par contre pour ce qui est de la deuxième partie de notre communication, nous avons abordé les problèmes généraux mais pas ceux qui concernent telle ou telle catégorie d'ouvrages.

I - Pratiques de catalogage :

Il faut d'abord dire que la plupart des institutions bibliographiques visitées emploient des professionnels. Les plus anciens formés déjà au Centre régional de formation des bibliothécaires (C.R.F.B.) entre 1962 et 1967 et les plus jeunes, sortis diplômés de l'Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD) qui allait remplacer le CRFB à partir de 1967.

Donc de plus en plus ce sont des professionnels qui font le travail de catalogage même si certaines petites bibliothèques continuent à employer des non professionnels (éducateurs, animateurs culturels, moniteurs etc...). (3)

I. 1.- Catalogage descriptif .

I. 1.1.- Catalogage descriptif des monographies :

De façon générale, à travers les pratiques de catalogage, ce sont les produits de formations différentes que nous retrouvons :

- formation ancienne par le C.R.F.B.
- formation plus ou moins récente (ESAD, promotions d'avant 1976 et promotions d'après 1976. Et ceci conduit à la situation suivante :

A/- certaines bibliothèques utilisent les normes de catalogage anciennes en référence à l'enseignement reçu ou bien au Manuel de catalogage auteurs-titres/ de Cécile GITEAU (4).

B/- Les bibliothèques récentes comme par exemple la bibliothèque de l'Ecole supérieure de gestion des entreprises (E.S.G.E.) ne pratiquent que les nouvelles normes qui découlent de l'ISBD (M) de 1974.

C/- Dans les autres bibliothèques, on a appliqué dans un premier temps les normes de description bibliographiques d'avant 1975 et ensuite on a introduit l'ISBD (M). A ce niveau on se réfère le plus souvent à l'enseignement dispensé à l'ESAD (reposant essentiellement sur la norme française homologuée N.F.Z. 44-050 de janvier 1975). Il faut préciser là qu'on utilise surtout les notes de cours, ne disposant pas toujours de la norme même sur place. Après les notes de cours, c'est le Guide pratique du catalogueur de Monique PELLETIER (5)

qui est le plus consulté. Ensuite vient le Métier du bibliothécaire (6) puis l'ISBD (M) (7) et la N.F.Z. 44050 (dont disposent peu de bibliothèques). La coexistence dans les mêmes fichiers, les anciennes normes de catalogage et des nouvelles normes introduites par l'ISBD (M) et reprises dans la N.F.Z. 44050 de janvier 1975 crée une situation pas toujours heureuse dont je vais vous donner quelques exemples à travers des ^{fichiers} reliés à la bibliothèque universitaire de Dakar.

Exemple 1 : fiche de base.

D 113 115 à 113 117
DUVERGER (Maurice). - Finances publiques. - Paris : Presses universitaires de France, 1971. - 18cm., 676p., tabl. (Thémis, Science: politiques.)

Rappel de vedette

f. coll.

V.M. Finances
publiques.

Exemple 2 :

D 114 766 à 114 770
- Finances publiques/Maurice Duverger,.../9e éd. m. à j. - Paris : Presses universitaires de France, 1978. - 452p.: tabl., fig.; 18cm. (Thémis : Science politique). ISBN : 2.13.035.752.0.

Rappel de vedettes :

V.P. DUVERGER (Maurice)
f. coll.

V.M. Finances publiques

Ceci résulte de l'interprétation selon laquelle la notice cataloga-
phique commence par le titre et ainsi donc la fiche de base (ou fiche principale)
est rédigée au titre - toutes les entrées (aussi bien la vedette principale,
les vedettes secondaires, la vedette matière seront inscrites au dessus du titre
- qui sert ainsi de sous-classement. Ceci aboutit au niveau du fichier au clas-
sement suivant, qui manque pour le moins qu'on puisse dire, de rigueur :

Fichier collections

THEMIS. Science politique. Institutions politiques.- Paris : PUF, 1976
THEMIS. Science politique. Finances publiques/Maurice Duverger. - Paris : PUF, 1978.
THEMIS. Science politique. DUVERGER (Maurice).- Institutions politiques... - Paris : PUF, 1978.
THEMIS. Science politique. DUVERGER (Maurice).- Finances publiques. - Paris, PUF, 1971...

Le atelier réunissant les professionnels de la B.U. a eu finalement à décider le sous classement qui devait être retenu aussi bien pour les fiches secondaires (collections et autres) que pour les fiches matricielles à savoir le sous classement au nom de l'auteur. Mais encore faut-il faire le tour des fichiers pour remédier à la situation qu'en vient de décrire !

En attendant, l'unanimité n'est pas encore faite au niveau des professionnels qui ont eu à se concerter, sur la façon dont devait être rédigée la fiche de base : au titre ou à l'auteur ?

Pourtant il nous semble que la norme B.F.Z. 44051 (octobre 1976) qui complète la N.F. ~~44~~4050 (de 1975) pour ce qui est de la "présentation matérielle de la notice catalographique" aurait pu servir à résoudre ce problème. On y lit : "La notice catalographique se compose de quatre éléments : la vedette, la description bibliographique, la cote et le rappel des vedettes... la description bibliographique est transcrite à la suite de la vedette principale quand elle existe, après un point espace tiret espace. Toutefois si on souhaite faire ressortir cette vedette d'entrée principale, il est possible de la faire figurer au dessus de la description bibliographique".

A notre avis, à travers ces lignes, il ne s'agit de rien d'autre que de la façon dont doit être rédigée la fiche de base. Le premier élément doit en être la vedette principale (quand elle existe). Le titre vient après cette vedette et constitue le premier élément de la description bibliographique proprement dite.

Nous espérons que les débats ici nous permettront de résoudre définitivement cette question.

I.1.2.- Catalogage des publications en série :

En fait c'est plus précisément de périodiques qu'il est ici question.

Le catalogage de périodiques ne se fait pratiquement pas dans les bibliothèques sénégalaises qui pour l'essentiel ne disposent même pas de l'ISPD (5).

Les Archives nationales du Sénégal qui abritent le siège de l'ISDS (International Serials Data System), et qui sont en même temps chargées de l'attribution d'un numéro ISSN aux publications en série, n'ont pas de fichier de périodiques. Seul le bulletinage des périodiques y est pratiqué. La bibliothèque

de l'Ecole des bibliothécaires, archivistes et documentalistes : RAD qui dispose des normes n'a pas encore son fichier de périodiques mais envisage de l'élaborer. Toutes les autres bibliothèques visitées (celle de l'IFAN y comprise) ne pratiquent pas le catalogage de périodiques. La Bibliothèque centrale de l'Université est à notre connaissance la seule qui pratique le catalogage de périodiques en utilisant comme documents de référence l'ISBD (M) de 1971. La N.F.Z. 44.063 d'Avril 1979. Le bulletinage par contre est pratiqué par la plupart des bibliothèques. Mais là également un problème se pose pour l'identification du périodique. Dans la partie supérieure de la fiche de bulletinage les données sont souvent, seule la partie réservée au titre est systématiquement remplie. Par contre les parties adresse, éditeur ne sont pas toujours remplies, l'information sur ces données faisant défaut.

1.1.3.- Catalogage des documents audiovisuels :

Il faut dire que dans la plupart des bibliothèques, l'audiovisuel occupe encore une place peu importante.

- certaines bibliothèques n'en ont pas du tout.
- d'autres en ont un plus ou moins grand nombre qui est souvent répertorié mais non catalogué. Parmi ces bibliothèques, certaines, vu l'accroissement progressif de leur fond d'audiovisuel, ont vu la nécessité de les signaler dans un fichier et manifestent donc leur volonté d'en faire le catalogage dans les meilleurs délais. C'est le cas en particulier du CESTI (Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'information) et du Centre de documentation de l'ORTS (Office de radiodiffusion et de télévision du Sénégal).

- Quelques rares bibliothèques font le catalogage des documents audiovisuels; il faut distinguer deux cas qui se présentent :

1. Celles qui ne disposent pas de documentation professionnelle spécialisée pour le traitement de l'audiovisuel et qui s'inspirent donc de l'ISBD (M) en essayant de l'adapter au mieux à la description du document spécifique à cataloguer.

Cf. cet exemple de catalogage de disque :

LEINER (Jacqueline).

L. RES. SON 34

- Film Césaire présenté par/Jacqueline Leiner,
 Matyze Condé, Michael Dash.- Paris : Radio France
 Internationale; Club des lecteurs d'expression
 française, 1983.- 18p.; 30cm. & 2 disques.-
 (Archives sonores de la littérature noire; 14.)

- Celles qui se réfèrent à une documentation professionnelle appropriée :
 C'est le cas de la bibliothèque de l'ESGE qui traite ses documents audiovisuels en utilisant la partie qui est consacrée à cette question dans le "Manuel du bibliothécaire documentaliste travaillant dans les pays en développement" (8).
 ainsi que le livre de François LAMY-ROUSSEAU sur la manière d'inventorier et de classer les documents audiovisuels (9).

Exemples de fiches :

DIAPPOSITIVES

Fonction stockage : La Gestion pratique des stocks/
 M. Scaramuzza, M. Couvé.- Paris : Editions Foucher,
 1977.- 24 diapositives; 5x5cm.; couleur.-
 (Coll. Editions d'organisation).

Gestion des stocks/Gestion de la production/
 Approvisionnement/Stockage/

--->Descripteurs.

Par une gestion rationnelle des stocks, comment
 mener une politique correcte d'approvisionnement
 afin d'éviter les excès ou ruptures de stocks.

--->Résumé.

VIDEO-CASSETTE

ODEP/Henri Collomb.- Dakar : Sankiz, 1966.
 1 cassette magnétoscopique. 30mm; 1/2 pouce :
 couleur SECAM. 625 lignes.

Thérapie traditionnelle/Relations humaines/
 Groupe social/

Une séance de psychothérapie traditionnelle
 africaine : l'exemple des lébous du Sénégal.

FILM 16 MM.

Au delà de la confrontation : Syndicats et Patronat
 au Japon/Ministère des affaires étrangères. Japon.
 - Tokyo : Guyau Films Productions : s.d.- 1 bobine
 25mm.; 16mm.; couleur. 20 Mpt. 24 images/s.

Gestion du personnel/Synicalisme/Contrôle de qualité/
 Relation industrielle/Cogestion/Promotion profes-
 sionnelle/.

La participation des ouvriers dans les prises de
 décisions à tous les niveaux un exemple de collabor-
 ation entre syndicats et patronat.

1.2.- Le Catalogage matières ou indexation :

1.2.1.- L'Indexation alphabétique :

De façon générale les bibliothèques pratiquent l'indexation en langage naturel. Mais il faut dire que si certaines bibliothèques se soucient d'utiliser un vocabulaire structuré, d'autres par contre, n'ont pas toujours cette préoccupation.

Les règles communes qui régissent le catalogage matière sont peu respectées. En effet rares sont les bibliothèques qui possèdent une documentation sur la question.

Les bibliothèques qui ont des collections plus ou moins spécialisées ont moins de problèmes : par exemple la bibliothèque de l'Ecole normale supérieure (psycho-pédagogie et éducation), celle du BREDA (l'éducation, la culture, les sciences sociales...) ou de l'ESCE (l'économie, le management) se réfèrent à des thésaurus couvrant leur domaine d'activité comme par exemple le thésaurus de l'UNESCO sur l'Education, thésaurus du Management et de l'Economie (10). Par contre c'est dans les Bibliothèques à vocation encyclopédique qu'on rencontre le plus de problèmes.

1.2.1.1.- Usage abusif de certaines vedettes :

C'est le cas de vedettes comme Afrique, Sénégal, histoire.

Par exemple des ouvrages traitant de la presse ou des religions, ou de la santé en Afrique ou au Sénégal sont signalés à ces vedettes. C'est ainsi que la seule vedette Afrique occupe 5 tiroirs pleins ⁽¹¹⁾ (≈ 6000 fiches !) dans les fichiers matière de la bibliothèque de l'IFAN et 6 tiroirs dans ceux des Archives nationales. Il est évident qu'il serait plus pertinent de signaler la plupart des ouvrages ainsi indexés au sujet précis dont ils traitent. C'est ainsi également que nous retrouvons dans ces fichiers sous la vedette histoire des titres de livres comme "Afrique noire et monde méditerranéen dans l'antiquité", "Responsabilité morale de l'historien", "le rôle de l'histoire dans la prise de conscience nationale en Afrique occidentale" etc...

1.2.1.2.- Abus au niveau de la permutation des vedettes :

Cet abus conduit à un manque de rigueur quant au choix des vedettes.

Dans la mesure où on prend tous les mots qui semblent significatifs en faisant toutes les permutations possibles, sans essayer de distinguer le mot qui caractérise le sujet principal de celui qui exprime un aspect secondaire du sujet,

De tels faits déconcertent l'utilisateur et nuisent à l'efficacité de la recherche.

1.2.1.3.- Inexistence de listes ou de fichiers d'autorité :

Les bibliothèques pour l'essentiel ne possèdent pas de fichier d'autorité qui sont pourtant des outils précieux de travail. En effet ce sont de véritables aide-mémoires où peuvent être consignées toutes les règles qui régissent l'indexation au sein d'une bibliothèque et auquel le personnel peut à chaque fois se référer. La bibliothèque centrale de l'Université avait en fait élaboré une liste d'autorité du fichier-matière avant 1965. Mais depuis, cette liste n'a pas été tenue à jour ce qui fait qu'aujourd'hui elle n'est plus d'autorité !

1.2.2.- L'indexation systématique :

Si l'indexation alphabétique (dans un langage naturel) est très souvent pratiquée dans les bibliothèques, il n'en est pas de même avec l'indexation systématique (reposant sur un système de classification donnée).

La bibliothèque de l'IFAN et celle des Archives nationales ne pratiquent pas l'indexation systématique. Les bibliothèques qui pratiquent l'indexation systématique utilisent soit la classification décimale universelle : C.D.U. soit la classification décimale de BEKEY : C.D.B.

1.2.2.1.- Classification Décimale Universelle :

Elle est pratiquée par le Centre multimédia du BKEDA qui utilise surtout l'édition trilingue de la C.D.U. (1958). Classification assez simplifiée avec des indices pas trop longs. Tous les livres qui entrent dans la bibliothèque reçoivent un indice CDU puisqu'ils doivent tous être signalés au fichier systématique.

- La Bibliothèque centrale de l'Université par contre n'a pas à proprement dit un catalogue systématique raison pour laquelle il n'est pas nécessaire d'affecter un indice de classification à tous les livres. Ne sont indexés que les usuels c'est-à-dire les livres qui doivent être classés en accès libre dans les salles de lecture et qui ne représentent que 7% des collections.

Pour ces livres on n'hésite pas à faire une indexation très poussée si les besoins de la précision l'exigent. (Les tables CDU utilisées sont celles de 1969 et 1973). Il faut dire que ce sont essentiellement les conservateurs qui font cette indexation et que les bibliothécaires ne s'exercent presque pas à cette pratique.

1.2.2.2.- Classification Décimale De Dewey :

Elle est utilisée par quelques bibliothèques publiques avec beaucoup de difficultés puisque les 2 gros volumes de la C.D.D. (la version française intégrale d'après la 18e éd.) sont très encombrants et difficiles à manipuler pour de petites bibliothèques où le personnel est peu qualifié pour cela. L'abrégé de la C.D.D. publié en 1982 (12) ne se trouve que dans la bibliothèque du Centre culturel français. Pourtant un tel document plus accessible, aurait pu encourager à l'utilisation de la C.D.D. dans nos petites bibliothèques.

II - Problèmes généraux et propositions de solutions .

La visite effectuée dans les bibliothèques nous a permis d'apprécier la nature des problèmes qui se posent aujourd'hui aux professionnels dans la pratique du catalogage. Ces problèmes rencontrés dans un pays qui pratique pour l'essentiel le catalogage traditionnel ne seront certainement pas les mêmes pour ceux qui en sont à l'ère du catalogage automatisé.

II.1.- Absence de structure de coordination nationale :

II.1.1.- Inexistence d'une Agence Bibliographique nationale :

La Bibliographie nationale joue un rôle fondamental. Elle doit donner à chaque publication nouvelle du pays une description bibliographique normalisée qui peut être utilisée aussi bien pour les catalogues des bibliothèques du pays que pour l'échange bibliographique international. Pour être en mesure de jouer ce rôle, il faut nécessairement qu'elle soit prise en charge par une agence bibliographique nationale. Or c'est justement ce qui fait défaut au Sénégal. La Bibliothèque nationale qui devait diriger une telle agence n'a finalement pas été créée. On a tout simplement demandé à la Direction des Archives nationales de faire fonction de Bibliothèque nationale sans pour autant la mettre dans les conditions pour jouer un tel rôle (moyens financiers, locaux, personnel compétent etc..) ce qui se traduit par la situation que nous connaissons : 12

- Le Dépôt légal n'est pas toujours respecté. Les dispositions nécessaires pour repérer toute publication nouvelle n'existant pas et encore moins les moyens de contraindre les concernés à un respect rigoureux du Dépôt légal.

- Retard énorme enregistré au niveau de la parution de la Bibliographie nationale (le dernier numéro publié couvre l'année 1979 !).

- Absence d'un fichier d'autorité des noms d'auteurs nationaux (personnes physiques et morales) ceci est très déplorable car il est évident que l'Agence bibliographique nationale qui regroupe un personnel qualifié avec des connaissances certaines sur les usages en cours sur le territoire national, est sans nul doute la plus habilitée à faire le catalogage des noms d'auteurs nationaux. L'absence d'un tel fichier d'autorité explique les difficultés au niveau des différentes bibliothèques à cataloguer de façon homogène certains cas qui se présentent - le cas des femmes mariées (et qui utilisent leur nom de jeune fille et, leur nom de mari à la fois) constitue le cas le plus actuel.

II.1.2.- Quelques tentatives de structuration :

Faite à cette situation que déplorent beaucoup de professionnels, certaines tentatives de coordination ont été faites.

C'est ainsi que par exemple la Bibliothèque universitaire centrale a été amenée à organiser des journées de concertation et de coordination des activités des différentes unités documentaires de l'Enseignement supérieur. Ces journées regroupaient les professionnels de la B.U., des bibliothèques des départements, de l'IFAN, des Ecoles nationales, mais aussi des Archives nationales, de l'Université des Mutants etc... Elles ont fonctionné de 1981 à 1983. Beaucoup de réalisations ont été faites sur le plan théorique (exposés sur des problèmes professionnels en particulier catalogage des périodiques, des thèses, des monographies, conception de différents catalogues collectifs etc...). Mais si les journées n'ont pas pu continuer c'est parce que finalement on était entré à une phase pratique de matérialisation de certains objectifs fixés et que les moyens nécessaires pour cette phase concrète ne dépendaient plus des professionnels mais plutôt des autorités administratives des différentes unités documentaires concernées !

- Sur le plan africain, il faut signaler par exemple l'existence de l'ASCOBIC (conférence permanente africaine sur le contrôle bibliographique) née de la volonté des bibliothécaires africains d'avoir un cadre privilégié

d'échange d'expériences pour faire avancer le contrôle bibliographique en Afrique (13).

Ce qu'il faut déplorer c'est l'inexistence d'une section nationale de l'ASCOBIC au Sénégal. En effet la petite équipe de la Direction des Archives nationales, malgré toute sa bonne volonté, ne peut à elle seule réaliser les objectifs de cette association qui demandent une participation plus large des professionnels au niveau de chaque pays. En effet une organisation internationale ne peut tirer sa force que dans son implantation réelle dans les différents pays qu'elle est censée représenter.

II. 2.- Manque de documentation professionnelle :

Un des problèmes majeurs des bibliothécaires sénégalais est celui de la documentation professionnelle aussi ^{pour} bien l'acquisition de la documentation internationale existante que pour la production d'une documentation adaptée aux besoins africains.

II. 2.1.- Acquisition de la documentation internationale existante :

La plupart des bibliothèques ne possèdent pas de documentation professionnelle à part les quelques documents cités dans la 1^{re} partie de notre communication (Guide du catalogueur, Manuel du bibliothécaire).

L'abonnement aux revues professionnelles est presque un luxe réservé à quelques rares bibliothèques (en 1^{er} lieu l'EBAD, ensuite la Bibliothèque universitaire de Dakar.)

Si on retrouve quelques exemplaires de l'ISBD (M) (pour les monographies) et un peu moins pour l'ISBD (S) (pour les publications en série) par contre on ne trouve presque pas de trace de l'ISBD (G) (en fait structure générale de l'ISBD) ou de l'ISBD (CM) (pour les cartes et plans), ou l'ISBD (N.B.M.) (pour le matériel audio-visuel)... pour ne citer que celles là.

A titre d'exemple également, l'International cataloguing (14) un bulletin aussi important pour l'information des professionnels sur les développements récents en matière de catalogage, n'existe vraisemblablement dans aucune bibliothèque. (Je n'ai eu connaissance de son existence que par un compte rendu lu dans un numéro du Bulletin des bibliothèques de France!).

Autre exemple : les bibliothèques ne possèdent pas encore la NZF 44050 d'octobre 1980. C'est toujours l'édition de 1975 qui est utilisée.

II. 2.2.- Production d'une documentation professionnelle :

En plus de la nécessité d'acquérir la documentation professionnelle produite sur le plan international, la nécessité se fait sentir de produire aussi en fonction des besoins spécifiques africains. Pour le catalogage descriptif par exemple, nous avons déjà parlé d'un fichier national des auteurs. Si chaque pays africain s'y attèle, cela pourra aboutir à la réalisation d'un ouvrage collectif au niveau africain, et qui viendrait réactualiser l'Essai de catalographie de noms d'écrivains d'Afrique noire de Jean FONTIVIEILLE (15).

La nécessité se fait surtout sentir pour l'établissement de répertoires africains de vedettes-matières qui adopteraient certains termes locaux étant seuls en mesure de rendre compte fidèlement de certaines réalités africaines aussi bien sur le plan social, politique, historique etc... (16).

- Les classifications décimales qui ont pour vocation d'être universelles, ne permettent pas toujours d'indexer certaines réalités africaines surtout dans le domaine du droit coutumier, de l'histoire de l'Afrique, de la littérature africaine etc... Pour cela, il est nécessaire d'encourager la création de groupes africains de classification chargés de réfléchir sur ces questions et de faire des propositions d'aménagement au niveau de certaines classes de ces classifications et dont il sera tenu compte sur le plan international.

II. 3.- Le Problème de l'information :

Le problème de l'information se pose à deux niveaux : d'abord au niveau strictement national et ensuite au niveau international.

II. 3.1.- Sur le plan national :

Nous avons déploré le manque de structure nationale. Une telle situation favorise la sous information des professionnels sénégalais. Pourtant sur le plan des améliorations auraient pu être réalisées d'une part par l'association des professionnels, d'autre part par l'EBAD.

- L'Association nationale des bibliothécaires, archivistes et documentalistes du Sénégal (ANABADS) et l'Association internationale pour le développement des bibliothèques en Afrique (AIDBA) dont le siège est à Dakar, auraient pu jouer un grand rôle dans le domaine de l'information en organisant par exemple des séminaires, des journées de réflexion sur des thèmes liés à l'exercice de la profession. Mais surtout en ayant un siège fixe qui serait un lieu de rencontres pour les professionnels qui pourraient y trouver certaines revues professionnelles et des informations fraîches concernant la profession. Un bulletin de liaison serait un excellent outil pour maintenir le contact entre tous les professionnels sur tout le territoire national.

- L'Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD) a surtout un rôle non négligeable à jouer. Nous n'insisterons jamais assez sur la place considérable que peut occuper cette école dans l'information professionnelle sur le plan national. L'EBAD a formé déjà 206 professionnels (104 bibliothécaires, 44 archivistes, 53 documentalistes) qui pour l'essentiel dans l'exercice de leur fonction se réfèrent le plus souvent à l'enseignement qui leur a été dispensé dans cette école. (Nous avons montré dans la 1^{re} partie de notre communication que les notes de cours de l'EBAD étaient les plus consultés) Ceci permet d'apprécier le rôle considérable que pourrait jouer cette école, si elle organisait systématiquement, à des dates régulières, des cours de recyclage pour permettre à tous les anciens élèves de pouvoir bénéficier d'une formation continue, avec la possibilité de réactualiser sans cesse les connaissances acquises. Nous espérons que la Direction de l'EBAD sera attentive à cette question.

II. 3.2.- Sur le plan international :

Nous voulons parler ici de ce qui est communément appelé "relations Nord/Sud". A ce niveau nous pensons que la circulation de l'information fait sérieusement défaut. Nous sommes loin des centres de décision. Nous sommes absents quand on révisé l'ISBD. Nous ne savons jamais si les décisions de révision des normes répondent seulement à de nouvelles exigences du catalogage automatisé ou bien si elles répondent aussi à des nécessités du catalogage traditionnel. Dans ces conditions comment pouvons-nous nous sentir impliqués ? Devons-nous être réduits au statut de simples consommateurs ? Nous pensons que non !

La liberté, c'est l'intelligence de la nécessité, disait quelqu'un. Rendez-nous donc intelligible, cette nécessité, pour nous permettre de participer efficacement à cet objectif qui nous est si cher, le contrôle bibliographique universel.

N O T E S

- 1) - Il faut préciser que les Archives nationales et l'IFAN bénéficient du dépôt légal proprement dit alors que la "U." ne reçoit que le dépôt des publications des Nouvelles Editions Africaines (NEA) et des travaux académiques (Université, Ecoles nationales).
- 2) - cf. RICHTER (Noë). - L'Indexation alphabétique des matières. - Le Mans : bibliothèque de l'Université du Maine, 1980. - 91p.
- 3) - Cette situation prévaut surtout dans les petites bibliothèques de département, bibliothèques scolaires, bibliothèques de quartiers nées de l'initiative par exemple, d'une association de jeunes de ces quartiers ou les bibliothèques des centres culturels régionaux caractérisées par leur manque d'équipement (très souvent inexistence de fichiers - donc pas besoin de faire du catalogage - classement des livres très souvent sur l'inspiration de la personne chargée de la "bibliothèque").
- 4) - GITEAU (Cécile). - Manuel de catalogage auteurs-titres. - Paris : ENSB, 1971. - 2 vol., 2 vol., 246p.
- 5) - PELLETIER (Monique). - Le Guide pratique du catalogueur. - Paris : B.N., 1977. - 396p.
- 6) - ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES FRANCAIS. Paris. - Le Métier du bibliothécaire. - Paris : Promodis, 1979. - 280p.
- 7) - FEDERATION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHECAIRES. Londres. - ISBD (Description bibliographique internationale normalisée) : pour les monographies en un ou plusieurs volumes. - Paris : Bibliothèque nationale, 1973.
Extr.: "Bulletin des bibliothèques de France" 18e a., n° 5, mai 1973, p. 163-202.
- 8) - ASSOCIATION FRANCAISE DES DOCUMENTALISTES ET BIBLIOTHECAIRES SPECIALISES. Paris. - Manuel du bibliothécaire documentaliste : travaillant dans les pays en développement. - Paris : Presses universitaires de France, 1977. - 414p.

- 9- - LAMY-ROUSSEAU (Françoise). - Inventorisez et classez vos documents audiovisuels = Easy method for inventory-taking and classification of audio-visual material. - 1e éd. corr. - Longueil : s.n., 1972. - 197p.
- 10) - Thesaurus du Management et de l'Economie : Langage d'indexation pour les services de documentation et bibliothèques. - 2e éd. - Paris : Bureau M.V. Dijk; Avon-Fontainebleau : G. Sandeau, 1975. - 2 vol.; 30cm.
1e partie : Guide - liste alphabétique permutable. - 96p.
2e partie : Schémas fléchés - listes outils - listes additionnelles. - non paginée.
- 11) - Cette pratique résulterait du souci de regrouper tous les ouvrages traitant de l'Afrique, à une époque où ils étaient assez rares. Avec le nombre de plus en plus important d'ouvrages qui traitent de l'Afrique et dans ses aspects les plus divers, une telle pratique ne se justifie plus et à la longue, pose problème.
- 12) - BETHERY (Annie). - Abrégé de la classification décimale de Dewey.
- nouv. éd. ent. ref. et compl. ... - Paris : Cercle de la librairie, 1982.
- 256p.
- 13) - MBAYE (Saliou). - Manuel ASCOBIC sur le contrôle bibliographique en Afrique.
- Paris : Unesco : ASCOBIC, 1981. - III-61p.; 30cm.
- 14) - International cataloguing. - London : IFLA; Edinburgh (43-45 Annandale street, (E7 4 AT) : diffusion Longman Group, Journals division, 1972 - 29cm.
ISSN 0047.0635.
Abt. 3 £.
- 15) - FONTVIEILLE (Jean). - Le Nom des écrivains d'Afrique noire : essai de catalographie. - Dakar : C.R.F.D., 1967 ? - 65f.; 27cm.

Cet essai a un mérite réel. L'enseignant qu'était M. FONTVIEILLE avait déjà compris que les noms d'écrivains d'Afrique posaient des problèmes de catalogage auxquels ne pouvaient répondre les normes européennes existantes. En collaboration avec les stagiaires bibliothèques africains avec qui il était en contact, il a essayé de combler la lacune. Mais il reste que cet essai ne recense pas tous les cas courants et renferme quelques erreurs d'interprétation.

A titre d'exemple à la page 25 : nous avons Doudou Guèye TOURE, un tel patronyme s'explique par le fait que le parrain s'appelant Doudou Guèye, le patronyme est considéré comme un tout indissociable qui permet de le distinguer par exemple d'un autre Doudou - c'est ce patronyme (prénom + nom) qui vient constituer en fait les prénoms de celui dont il est le parrain et dont le nom propre de famille est TOURE, ce qui donne Doudou Guèye
1 2 3

TOURE catalogué TOURE (Doudou Guèye). Un tel cas est différent par exemple
3 1 2 3
du cas cité après, à la page 26, celui de Ndiéné Ndiaye Marone.

là le prénom du concerné est bien "Ndiéné" seul et le nom de famille NDIAYE.

Le dernier élément Marone ne sert qu'à distinguer cette famille NDIAYE des autres NDIAYE. Pour cette raison dans l'appellation courante ne peut se placer qu'après le nom de famille. Pour le catalogage ce dernier élément va être rejeté dans la parenthèse ce qui nous donne NDIAYE (Ndiéné Marone)
2 1 3

c'est le même cas pour Ablaye Diaw Chimère, Ousmane Diop Blondin, qui seront catalogués DIAW (Ablaye Chimère) DIOP (Ousmane Blondin).

16) - Quelques exemples à titre indicatif :

Nous avons cette année à la Bibliothèque universitaire une thèse scientifique sur la farine de NIEBE. Le Niébé est une variété de haricot qui n'existe qu'en Afrique Il est considéré comme légumineuse de choix pouvant contribuer à rétablir l'équilibre alimentaire des moins favorisés et souvent appelé non sans raison, "viande des pauvres".

Sur le plan de la recherche scientifique des études sont faites sur le Sol Dior (sol sableux tropical), le Ferlo (zones arides), les Nisyes (bande entre Dakar et Saint-Louis caractérisée par la présence de dunes et des dépressions humides et très favorable à la culture maraîchère.)

Sur le plan ^{/médical} le NOEP s'est avéré comme une thérapie traditionnelle efficace (reposant essentiellement sur la psychologie du groupe) pour la guérison de certains malades mentaux.

De même le Xasal (prononcer Khésal), pratique consistant à s'éclaircir la peau ou mieux à la "blanchir" à coup de produits pharmaceutiques et de mixtures de tout genre. Ce phénomène ne peut être rendu totalement par le mot dépig-

mentation. Le phénomène est essentiellement culturel et traduit une profonde aliénation culturelle dont est victime essentiellement les femmes de la bourgeoisie et la petite bourgeoisie urbaines.

Sur le plan littéraire, la littérature traditionnelle africaine comporte des genres littéraires très diversifiés qui commencent seulement d'être exploités et qui n'ont pas encore dévoilé toute leur richesse. Ainsi par exemple, le Taasu wolof genre satirico-laudatif, caractérisé d'une part par le rythme et d'autre part par le sens profond caché qui n'est jamais livré nuce qui en fait tout le charme.

En fait il nous faut bien préciser ici que notre souci, en donnant ces exemples, n'est pas de développer coûte que coûte les particularismes. Au contraire nous pensons qu'à chaque fois qu'il faut intégrer un nouveau terme local, il serait bon de le rattacher, dans la mesure du possible, à un terme avoisinant ou un terme plus général dans une des langues internationales de communication.

Ex.: Niébé (variété de haricot)

Taasu, genre littéraire

Ndöp (Psychothérapie) ou bien (guérison psychologique).

En effet les exigences mêmes du traitement de l'information appellent de plus à la constitution de Réseau exploitable par tous les partenaires.

IFLA GENERAL CONFERENCE, NAIROBI 1984

32-CLAS-1-E

Division: Bibliographic Control

Section: Classification and Subject
Cataloging

The Consequences of New Technologies in Classification
and Subject Cataloging in Third World Countries: The
Technological Gap

by

Robert P. HOLLEY
Assistant Director for Technical Services
University of Utah Libraries
Salt Lake City, Utah, U.S.A.

INTRODUCTION

Thirteen months ago, I would have never believed that I would be here today addressing the subject "The Consequences of New Technologies in Classification and Subject Cataloging in Third World Countries: The Technological Gap." I come from the United States where librarians are making increasing use of technology in library operations, and I have come out strongly in favor of sophisticated computer manipulation in the area of subject access.¹ However, I also believe in the principle of world wide cooperation in the sharing of information and in the necessity of successful technology transfer to Third World countries to help alleviate global inequities in the distribution of wealth. It took the excellent paper presented by Dorothy Anderson at the 1983 IFLA Conference in Munich with the title "Waiting for Technology : an Overview of Bibliographic Services in the Third World,"² to make me realize that these two principles may conflict with each other. Under the influence of her presentation, I decided to attempt to uncover the implications of the new technology in my own area of expertise, subject analysis and classification.

ASSUMPTIONS

To begin, I will openly state my assumptions and limitations in addressing this topic. First, Third World countries have large variations in library service to a degree that any generalizations must in part falsify the issue in the same way that it would be

wrong to say that library technology is uniformly applied in the developed nations. Though parts of the Third World have already begun programs of library automation,³ I am assuming a situation in which computer technology is not presently available nor will it be available in the near future. The traditions of paper based access, whatever the system, will therefore continue.

Second, I believe that the technological revolution in subject analysis and classification has just begun. Because of factors that I will talk about later, subject analysis has received less attention than known item searching. With a few exceptions, subject access has not gone beyond the traditions of the card catalog or the printed bibliography. In the area of classification, most schemes still attempt the dual purpose of indicating both subject content and shelf location. In the future as online catalogs provide user logs of how patrons approach subject access to library materials, we may begin to see developments which make use of the computer's capabilities in subject analysis and classification and which may cause a significant break with past traditions.

Third, the international sharing of subject analysis and classification systems will continue across national and linguistic boundaries. At the 1982 Montreal IFLA Conference, speakers from Canada and France told of their experiences in translating Library of Congress Subject Headings from English into French while a third speaker from Colombia spoke about a Spanish adaptation.⁴ Then last year Bernd Maassen talked about the use of the British created

PRECIS system at the Deutsche Bibliothek Frankfurt am Main in the German Federal Republic.⁵ Both the Dewey Decimal Classification and the Universal Decimal Classification are intended for use internationally and the sponsors of both classification systems recognize their international responsibilities.⁶ In fact, once Mr. Sukiasian of the Soviet Union submits his report on the use of classification schemes in national bibliographies to our IFLA Committee, we will have a much clearer picture of classification around the world. Finally, the existence itself of a Section on Classification and Subject Cataloguing within IFLA shows the growing awareness of the international implications of this field.

Fourth, librarians will be in short supply in Third World countries with the result that individualized subject analysis and classification systems are less possible. Any efforts to create new systems, to substantially modify existing systems, or to extensively tailor borrowed bibliographic data would be an unproductive use of scarce human resources.

Fifth, I believe that the new technology will be put to use and that the best strategy is to plan for an orderly transition which recognizes the continued importance of non-computerized users of bibliographic data. I also hope that ways can be found to transfer the new technology as soon as possible to Third World countries. If the assumption that knowledge is power is indeed true, a crucial part of the North-South dialogue may be developing and financing the appropriate technology to permit better use of library resources within a global context.

I also confess my limitations within this area. Most of my experience has been with the Dewey Decimal Classification and with the Library of Congress Classification and subject headings. I apologize in advance if my perspective should appear overly American to some of you. If I can bring others to think about this issue and foster further research, I shall have achieved my main objective.

THE PROBLEM

To expand upon my assumptions given above, I see a fundamental difference between subject analysis and classification on the one hand and descriptive cataloging and name authority decisions on the other. In a unified bibliographic file, differing types of descriptive cataloging can exist without any real conflict between them. While the user may be confused by the varying rules and perhaps not get full use from the bibliographic information, the universe for description is the individual record. For name authority work, the collocating function of the catalog or file requires that items by the same author or related authors be either brought together or connected in some way, usually by "see also" references, and that conversely items with different authors not be entered under the same form of name. In other words, the cataloger must bring together like and separate unlike. Most authors, especially personal authors, do not account for many items; and while complex situations can occur, most cases are relatively straightforward. Thus, we can consider name access in the bibliographic file as a set of many universes with a need

for consistency within them and discrimination between them, but the various universes are not connected one with the other.

In contrast, subject analysis and classification have the aim of organizing all human knowledge in a consistent fashion. Whether through language as in the case of verbal subject headings or through a notational device as in the case of classification, the cataloger attempts to place the subject content of the new document in its proper place within a pre-existing framework. Given the unity of knowledge and human endeavor, the whole structure is interconnected. Thus, any change requires modification of past decisions if the integrity of the bibliographic finding tool is to be preserved. Because of this, different systems of subject analysis and classification do not easily coexist within the same file without creating confusion for users. For example the library that changes its classification scheme will start a new shelf list or lose the value that classification creates in bringing like items together.

Because of this factor, changes in subject analysis or classification systems have been conservative. While new systems such as PRECIS have appeared, substantive modifications to well established systems such as the Dewey Decimal Classification have been relatively modest; and even these changes have not been uniformly accepted by the library community.⁷ As I will try to indicate below, the power of the computer may change all this to the detriment of subject access in Third World libraries.

THE NEW TECHNOLOGY

Given the analysis above, what might be the implications of the new technology for Third World countries? The most radical change would occur if any of the major sources of cataloging data adopts a new system of subject analysis which depends upon computer support. The change would be most abrupt if this system depended upon complicated internal programs for access and could not be successfully transferred to any other system without high cost and extensive documentation. In a sense, such a central utility would provide bibliographic access in the same way as data base vendors market online access today to the machine readable reference sources but without the possibility of any printed guides. Third World countries would suffer from any such reliance upon a centralized data base for subject access since the high telecommunications costs would discourage its use in all but the richest countries. In a variant of this scenario, providers of subject cataloging might abandon the whole concept of structured subject analysis in favor of free text computer searching of all fields in the record with perhaps the addition of abstracts.⁸ The structure would be provided by the search programs, which would require computer support, rather than by catalogers in their analysis of the documents.

What is the likelihood of this prediction? For the reasons given above, the current providers of subject cataloging data would find it difficult to abandon their present systems without curtailing access to the older portions of their collections. Most

library patrons would be unwilling to learn more than one set of complex rules. As for the development of new computer based systems, some contend that PRECIS in its present form requires computer support and would not be applicable in a manual file environment.⁹ The test at the Deutsche Bibliothek Frankfurt am Main will help answer the question since their simplifications are intended to make the manipulation of PRECIS strings less dependent upon the computer.¹⁰

Yet I am very hopeful on the ultimate benefits of this development since new systems will probably be most likely to appear in those countries and in those languages where a strong traditional system does not already exist. The computer may allow librarians to tackle the problem of verbal subject access in areas where the enormity of the effort hindered activity in the past. On the principle that something is better than nothing, any such developments would not have any current effect in the Third World since they would not replace any existing system of subject analysis. Furthermore, the new systems would be available at the time when computer use becomes world-wide.

The abandonment of traditional subject access is more of a problem since even libraries in developed countries seldom have enough money and are prone to adopt cost saving developments. Here again, I doubt that the centralized cataloging agencies would follow such a course; but if a significant number of secondary providers of bibliographic data stopped providing subject analysis, this could have a secondary negative effect on the sharing of information.

Many of the same comments would apply to classification

except that I foresee even less of a chance of a new system taking hold. A more probable, though still unlikely possibility, would be the abandonment of traditional classification as an organizer of knowledge because of improvements in verbal subject analysis from computer manipulation of bibliographic data. Classification and especially the classed catalog provide subject access by bringing like materials together through the use of standardized notation. Certain systems such as the Universal Decimal Classification even have the goal of bringing out subaspects of the item in the same fashion as multiple subject headings. In my opinion, librarians have paid more attention to classification in part because of a skepticism towards verbal subject analysis since the use of both provides multiple paths for the user who seeks subject information. Furthermore, countries such as mine, which have a tradition of open book stacks and browsing, have allowed patrons to bypass completely all bibliographic files if they were content with the rough arrangement of knowledge that classification provides.

The removal of classification in cataloging data shared by Third World countries would have especially negative consequences since classification crosses linguistic boundaries better than verbal subject headings. Though classification may not reflect the priorities of the borrowing country and may require local expansion, the arrangement can bring like materials together especially well in a small collection and will be especially helpful in cases where the classification scheme has been translated into many languages as is the case of the Dewey Decimal Classification.¹¹

A second possible negative consequence of the new technology

affects not the data itself but its method of transmission. As the cataloging centers of the world place more reliance upon the distribution of machine readable data, the availability, quality, and timeliness of printed and card products could suffer. Furthermore, as demand falls, the price for the traditional formats may increase as the distribution agencies still try to recoup costs from a smaller market. The same principle would also apply to the reference tools needed to correctly use and interpret classification or subject analysis systems.

The most probable development, however, will be a period of gradual change as the providers of cataloging data slowly take advantage of the new computer-based systems available to them. I foresee that such changes will occur both on the administrative level in a conscious fashion and on the level of the working catalogers and classifiers in perhaps an unconscious fashion as individuals come to rely upon a new set of environmental factors. The list of complaints against current systems of subject analysis and classification is long, but attempts at correction could work against the sharing of cataloging data with Third World countries. Of the many potential outcomes, I would like to focus on the following as the most likely.

In subject analysis systems with a controlled vocabulary, critics have long complained about archaic and out-of-date terminology. Computer based systems, especially those with interactive authority control, will permit rapid and easy updating of terminology. With one press of a button, all occurrences of the

term will be changed in the associated bibliographic files. Up until now, many librarians have resisted global changes, particularly in large files, to avoid two unattractive alternatives: the expense of making corrections in the card catalog or the creation of split files by using cross references. As stated above, once the technology is in place, the capability will be used. Third World countries with card catalogs or printed finding tools will both need to monitor more closely these changes and to devise coping strategies for maintaining the integrity of their access tools. Any decision to continue use of older editions of subject headings or classification schemes will be harder to justify as more and more of the records from the foreign cataloging agency reflect substantive changes.¹² The problem could be especially acute soon after the introduction of the new technology since a pent-up demand for change has accumulated over the course of many years and may be systematically addressed by various cataloging agencies. Similar wholesale revisions in classification will be less likely as long as books continue to bear classification numbers as a location device since remarking books will remain a substantial task.

Computer technology may also have an effect upon the selection of index terms. The prime reason for a controlled vocabulary was to bring like materials together no matter what terms were used in the documents themselves. The principle of specificity also came into play because the first occurrence of a new concept did not necessarily receive a new subject heading. Instead, the first few documents might receive the heading for a broader subject until the new sub-unit established itself as a legitimate entry term

in the library patrons' vocabulary. For example, as new topics in computer technology appear, some decision must be made in the various subject analysis systems about which terms to accept as valid access points and which to reject. Furthermore, terminology in new fields may require time to sort itself out when competing terms are used at the same time.¹³

The other factor in a controlled vocabulary system is the use of a cross reference structure to link related terms, to indicate the hierarchical structure, and to refer from unused to used alternatives. While I believe that the cross reference structure is essential to the use of any subject analysis system, its implementation outside of the creating agency has occurred only rarely, at least in the American experience. The typing and retyping of cross reference cards to individualize the cross reference structure of the borrowing library in order to avoid blind references has been beyond the means of most institutions.

Computer based authority control systems may lead to a rapid expansion of controlled vocabulary as the limitations given above are overcome. The subject cataloger may assign new terms much more quickly and with less evidence on the assumption that they may be easily changed at some future date without the necessity of revising printed finding tools. In addition, the number of controlled vocabulary terms will no longer be limited by the size of a printed thesaurus or guide, and the online cross reference structure will direct the catalog user more easily to related terms.

The Third World library may not easily cope with these changes. A small card catalog requires less specificity since the number of documents under most subject headings will be quite limited. To search through the different parts of the alphabet in a card file requires more effort than the same search on a computer terminal where all parts of the file are equally available. If this rapid vocabulary expansion were to come to pass, the creation of an individualized cross reference structure would be even more unlikely since the number of subject headings in each catalog would increase and any printed thesaurus would be more unwieldy than at present.

The expansion of any controlled vocabulary might have as the end result an increased reliance on classification and a favoring of the British tradition of the classed catalog. The subject researcher could successfully look through whole sections of a classed catalog or a shelf list in a small collection that still relies on cards. As stated earlier, this approach also transcends the limitations of language better than verbal subject headings.

Subject analysis systems may also become less structured. In the card catalog, precedent decisions were very important in all systems in which each subject term did not become an access point in turn. For example, if a document dealt with transportation accidents in India, six subject headings were possible:

Transportation--Accidents--India

Transportation--India--Accidents

Accidents--India--Transportation

Accidents--Transportation--India

India--Transportation--Accidents

India--Accidents--Transportation

The practical approach was to pick an order for each element either according to philosophical principles, perceived user preference, or perhaps chance. Thus, any subject researcher interested in a subject term would have difficulty in discovering all its occurrences without a systematic search under all possible first elements. While the computer makes it easier to get around the problems of structured headings by permitting keyword access to interior elements, it also destroys the rationale for structure in the first place. In a machine readable bibliographic file with only keyword searching, any search requires the same amount of computer resources whether the keyword is an access point or not. For the library patron, the advantage in having a structure in a keyword environment would come after finding the relevant terms because the pre-coordinated ordering decisions would more clearly indicate relationships among subject terms than listing subject descriptors in isolation. For example, a document may discuss both "fertilizers" and "slag" as environmental pollutants but not treat the use of slag as fertilizer which is what the library patron wants.

One example of the possible effect of computer retrieval on the structure of subject analysis systems has occurred in the United States where the new American Library Association filing rules (the Rosenthal Rules)¹⁴ pay no attention to punctuation since this change makes easier machine filing. On the other hand, Library

of Congress Subject Headings have used various punctuation marks to bring together like types of subject headings. Thus, any bibliographic tool with filing by the ALA Filing Rules does not provide the full structure intended by the Library of Congress catalogers. If adoption of the new filing rules becomes relatively universal, the Library of Congress may begin to question whether its catalogers should continue to apply a complexity which no longer makes sense for many users of its cataloging data.

In the same way, the computer will allow assigning more subject headings or subject ~~per~~ per document because large computer files do not present the same problem as large card files. Since the criticism of the small number of subject headings per document is especially strong in the United States, I expect that the Library of Congress will come under intense pressure to make changes of this sort. In fact, we could assume an increase in cataloger productivity if catalogers can assign subject headings without the necessity of learning a complex structure.

Both of the above trends will increase the difficulty of maintaining card catalogs in Third World countries. If the number of cards per document increases, this will result in more cards to file, bigger files taking more space, and possibly problems in card duplication and the typing of headings.

CONCLUSION

Where has this discussion led us? To the conclusion that computer technology will lead to changes in subject access with more disruption in the area of verbal subject analysis systems than in matters of classification. Since the inadequacies of current subject access are apparent, the pressure to solve perceived problems will be intense. In my opinion, we will not devise new systems where well established ones are already in place; but countries and languages without good verbal subject analysis will now be more inclined to take on the large task of efficient subject access.

Present systems will undergo evolutionary change. Available technology will be put to use; and new catalogers, freed from the restraints of the card catalog, will find new ways of handling subject access and classification as they come to depend upon the computerized support systems. In the same way that the constraints of the book catalog and the card catalog influenced cataloging theory, so too will the computer, sooner or later, bring along theoretical perspectives that are consistent with its capabilities.

Unfortunately, I do not believe that the needs of Third World countries will play a substantial role in these developments. In a conflict between improved service to local users and the goal of international cooperation, I believe that the former will win out, especially in the case of state supported institutions where justification must be made to local or national funding agencies. Cooperation as a principle receives wide support, but practical

local considerations usually receive higher priority.

My viewpoint is not entirely hopeless, however, because even the technologically advanced nations have libraries which cannot or will not make use of computers for library access. Their numbers may vary depending upon the organization of library service in each country. Centralized systems with libraries under tight administrative control will see a greater uniformity of technological applications. At the other end of the spectrum, countries with high autonomy and no tradition of shared bibliographic data will see libraries go their own way as before since each library or ^{or} small library group will implement new systems on an individual basis. Where bibliographic sharing is a tradition as in the United States, small academic and public libraries may exert enough pressure upon the creator of bibliographic data, in this case the Library of Congress, and upon the intermediaries such as the bibliographic utilities (OCLC, RLIN, WLN) to assure continued usability of the subject access and classification systems in card catalog based institutions. In this way, viable alternatives to advanced computer technology may continue to be provided at a cost effective level.

IFLA can also do its part in providing a forum for the needs of Third World libraries. Both through IFLA's formal structure and through informal contacts, librarians from developing countries can express their views in an arena where important officials from the principal cataloging agencies of the world will be there to hear them. I, for my part, hope that the developed countries will listen and that the library technology gap will in some way be overcome.

NOTES

¹In both of my articles, I came out strongly in favor of improving subject access through computer technology. The first discusses how the Library of Congress subject heading system could be more effectively used in an automated environment:

Robert P. Holley and Robert Killheffer, "Is There An Answer to the Subject Access Crisis?" The Cataloging and Classification Quarterly, Vol. 1, 2/3 (1982), 125-133.

The second examines how card catalog technology influenced the development of subject access in the United States:

Robert P. Holley, "Constraints of the 3 x 5 Card," The Cataloging and Classification Quarterly, Vol. 4, 1 (1983), 29-35.

²Dorothy Anderson, Waiting for technology : an overview of bibliographic services in the Third World (Munich, 1983). IFLA Document 9-CAT-1-E.

I also made extensive use of the suggestions that she gave me in a letter dated 17 April 1984 and would like to acknowledge her help.

³For example, the first installation of the NOTIS integrated library system, developed by Northwestern University, was at the Biblioteca Nacional, Caracas, Venezuela in May 1979. The same system is also being transferred to the Biblioteca Nacional, Santiago, Chile.

⁴For the Canadian account of the adaptation at Laval University, see:

Michel Fournier, Library of Congress Subject Headings: Adaptations en Français (Montreal, 1982). IFLA Document 38-CLAS-1-E-119.

For the French account of the adaptation at the Bibliotheque nationale, see:

Suzanne Jouguelet, Library of Congress Subject Headings: Adaptations en Français (Montreal, 1982). IFLA Document 49-CLAS-3-E-119.

For the Spanish account, see:

Bertha Nelly Cardona de Gil, Library of Congress Subject Headings: Adaptations into Spanish (Montreal, 1982).

⁵Bernd Maassen. The PRECIS Project of the Deutsche Bibliothek Frankfurt am Main (Munich, 1983). IFLA Document 38-CLAS-1-E.

⁶Forest Press has informed me that authorized editions of the Dewey Decimal Classification are available in French and Spanish and are in preparation in Arabic and Italian. Local editions have been developed in Afrikaans, Hebrew, Indonesian, Korean, Malayan, Thai, Turkish, and Vietnamese. Full or medium editions of the Universal Decimal Classification exist in English, French, German, Japanese, Polish, Portuguese, Russian, and Spanish with abridged editions in ten other languages. Source: A. C. Foskett, The Universal Decimal Classification (Hamden, 1973), pp. 32-35.

The IFLA Bibliographic Section Committee on Classification and Subject Cataloguing presented a program on the international aspects of DDC during the 1982 Montreal Conference with presentations by John Mumphy, Walter Curley, John Comaromi, and Mohammed Aman. See IFLA Document 44-CLAS-2-E-211.

⁷At the Open Dewey Hearing held during the ALA Annual Conference in Los Angeles on June 28, several librarians expressed concern over the DDC policy of Phoenix schedules in which areas of the classification schedules had their numbers reassigned.

⁸In the United States, questions about the necessity for authority control have been expressed by Frederick G. Kilgour and Hugh C. Atkinson. See their articles in The Nature and Future of the Catalog (Phoenix, 1979).

⁹Derek Austin implied in his 1983 Munich IFLA Conference presentation that a computer is needed to apply PRECIS with such statements as "it was decided that the computer should handle what might be called the 'clerical drudgery' aspects of indexing." Source: Derek Austin, Precis: basic principles, function and use, (Munich, 1983), p. 1. IFLA Document 76-CLAS-3-E. In a similar fashion, C. Donald Cook states that "despite the apparent success of a manual project such as Audrey Taylor's, it seems to me unlikely that PRECIS can be adopted widely where there is no access to computer facilities." Source: "The Practical Possibilities of PRECIS in North America" in The PRECIS Index System (New York, 1977), p. 192.

¹⁰The Deutsche Bibliothek, Frankfurt am Main required modifications to the system such that "it should be possible for libraries to apply the system manually." Source: Maassen, p. 4.

¹¹See Reference 5.

¹²The cost of purchasing the necessary tools such as a new edition of DDC or a new set of LC schedules can be outside library budgets. Libraries tend to be classified in accordance with older editions of DDC or LC with local variations." Source: letter from Dorothy Anderson as cited in Reference 2.

¹³"X-rays" were also known as "Roentgen rays" and "Roentgenograms." "Paperbacks" began as "Pocket books."

¹⁴American Library Association. Filing Committee, ALA Filing Rules (Chicago, 1980). In the Library of Congress subject heading system the dash, comma, and parenthesis are used to group specific types of subject subdivisions, and this practice is retained in the Library of Congress Filing Rules.

IFLA

Conference 1984

DIVISION: Contrôle bibliographique

SECTION: Bibliographie

55-BIB-1-1

Les bibliographies nationales du Maghreb: contenu
et perspectives.

per Ridhe ATTIA, conservateur
Bibliothèque nationale de Tunis.

IR051276

For internal use only: SI

To be brought to meeting no;

.....72.....

Remarks:

Introduction

Les pays qui constituent le Maghreb, c'est-à-dire la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Libye (à l'exception de la Mauritanie qui ne produit pas de bibliographie nationale) ont un passé historique commun. Les trois premiers ont été colonisés par la France, le dernier par l'Italie. Ils sont devenus indépendants à peu près à la même époque: entre 1951 et 1962. Leur contexte socio-culturel est comparable: la civilisation arabe a dominé le Maghreb depuis le 7^e siècle et l'arabe est la langue officielle de chacun d'eux. Et, bien que des minorités ethniques comme les Berbères, soient très importantes au Maroc, en Algérie, et d'une manière moindre en Tunisie, il n'y a pas de barrière linguistique.

Après l'indépendance, chaque pays a essayé d'élever le niveau culturel de ses citoyens en donnant la priorité à l'éducation et à l'alphabétisation. Des programmes ont été établis, des écoles et des facultés construites pour répondre aux besoins d'un nombre toujours croissant de jeunes, aspirant à une éducation plus haute. Des efforts ont également été faits pour élever le niveau d'éducation des analphabètes. Cependant, cette éducation de masse ne fut pas - dans la plupart des cas - accompagnée par la création d'une infrastructure culturelle capable de jouer un rôle complémentaire comme celui traditionnellement confié aux écoles et aux établissements académiques. Et, très souvent, les autorités n'avaient pas suffisamment investi dans la construction de bibliothèques ni suffisamment développé les habitudes de lecture parmi la population. C'est seulement au début des années 70 que de nouvelles étapes ont été franchies pour pallier cette situation en encourageant des projets dirigés vers la création de bibliothèques publiques et permettant de rendre plus dynamique ces bibliothèques nationales qui existaient certes, mais ne jouaient pas un rôle adéquat dans les activités culturelles des différents pays.

Les Bibliothèques nationales comme conservatoires de l'héritage culturel.

La notion de "bibliothèque nationale" n'existait pas avant la colonisation du Maghreb, toutefois des bibliothèques, c'est-à-dire des endroits où des collections de livres et de manuscrits étaient conservées, existaient dans les mosquées et les lieux saints à côté des bibliothèques privées qui étaient relativement nombreuses dans la population cultivée et pieuse.

Quand les Français vinrent au Maghreb, ils n'apportèrent pas seulement leur mode de vie mais ils introduisirent également leurs habitudes de lecture. Ainsi les écoles et les quelques bibliothèques qui furent construites ou réaménagées avaient un objectif: développer l'éducation et les services rendus aux Français. Seul un petit nombre d'autochtones avaient la possibilité de fréquenter ces écoles et ces bibliothèques. Après l'indépendance, chaque pays a travaillé selon sa propre voie et a tenté d'établir une politique où les bibliothèques seraient peu à peu amenées à jouer un rôle important dans la vie culturelle. Les bibliothèques nationales ont été considérées comme les principales institutions capables de collecter et de conserver la mémoire enregistrée de la nation. Cette attitude n'était pas superficielle. Au contraire, c'était le résultat d'une conscience politique nationale parmi les autorités et la population concernée quant à la fonction de préservation et de développement ainsi confiée aux bibliothèques nationales à Tunis, Alger et Rabat. Les tâches de collecte et de conservation du patrimoine culturel ne pouvaient pas être menées à bien tant que les bibliothèques nationales n'auraient pas une organisation adéquate et une infrastructure légale leur permettant d'assurer leur rôle efficacement. Ainsi les législations de dépôt légal en vigueur ont dû, soit être révisées et mises à jour en tenant compte des nouveaux besoins et des nouvelles pratiques, soit être créées de toutes pièces si elles n'existaient pas.

En dépit de tous les problèmes inhérents aux pays nouvellement indépendants, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Libye ont cependant essayé de publier leur bibliographie nationale avec des succès divers d'un pays à l'autre.

La Bibliographie nationale algérienne

La Bibliographie de l'Algérie est publiée tous les 6 mois par la Bibliothèque nationale algérienne sur la base de la législation de dépôt légal. Tous les documents - monographies et périodiques - publiés sur le territoire sont recensés, catalogués et indexés de façon à être insérés dans la bibliographie.

La structure de la bibliographie (*) est la suivante:

- introduction
- abréviations
- bibliographie
- index des auteurs
- index des collaborateurs
- index des collectivités
- index des titres

Divisée en 2 sections - arabe et français - la bibliographie mentionne les publications officielles et les publications non-gouvernementales à l'intérieur d'une classification CDU. Les classes utilisées sont les grandes divisions de la CDU suivant les recommandations de l'Unesco pour les statistiques de bibliothèques. Il n'existe pas de subdivisions détaillées. Le catalogue suit les règles de l'ISBD(M) pour les monographies et de l'ISBD(S) pour les périodiques. La plupart des informations bibliographiques sont données, y compris le numéro de dépôt légal, le prix et la cote à la Bibliothèque nationale.

En 1982, la Bibliographie de l'Algérie comprend 370 titres dans la section en français et 168 titres dans la section en arabe selon la répartition suivante:

	<u>section française</u>	<u>section arabe</u>
publications gouvernementales	151	72
thèses	43	0
manuels scolaires	20	3
périodiques	18	20

(*) Le numéro considéré est le volume annuel de 1981 publié en 1982

Cependant ce fascicule n'est pas uniforme en ce qui concerne la date d'édition des documents recensés. On y trouve des documents imprimés en 1978 et 1980. Ceci est dû principalement au délai de dépôt des nouvelles publications à la Bibliothèque nationale.

L'analyse détaillée du contenu de la bibliographie est la suivante:

Classes de la CDU	Section française	Section arabe
0	29	32
1	3	8
2	2	6
3	129	76
4	4	-
5	17	3
6	128	7
7	24	-
8	25	22
9	9	12
Total	370	168

En 1980, la Bibliothèque nationale a publié une bibliographie rétrospective intitulée: L'Édition en Algérie depuis l'indépendance: 1968-1980: bibliographie et catalogue. C'est la cumulation des fascicules semestriels anciennement publiés durant cette période.

La Bibliographie de l'Algérie n'a pas de cumulation annuelle; elle est publiée régulièrement chaque semestre sans aucune interruption depuis le 1^{er} édition.

Bibliographie nationale tunisienne

En 1970, la Bibliothèque nationale tunisienne a publié le premier numéro de la Bibliographie nationale de Tunisie, un fascicule couvrant le 1^{er} semestre de 1969. Depuis, la Bibliothèque nationale s'est efforcée d'accomplir l'énorme tâche de publication conjointe des bibliographies courante et rétros-

pective, de façon à combler les lacunes entre le passé et le présent, et à garder la trace de chaque document produit sur le territoire depuis l'introduction de l'imprimerie en Tunisie en 1881 jusqu'à l'indépendance. On compte ainsi 13 bibliographies publiées comme suit:

<u>Année de publication</u>	<u>Années de recensement</u>
1970	1er semestre de 1969
1974	1956-1968
1975	1969-1973
1976	1974
1977	1975-1976 (2 vol.)
1978	1977
1979	supp. 1977-1978 (2 vol.)
1980	1979
1981	1980
1982	1981
1983	1982

La Bibliographie nationale de Tunisie est passée par des développements variés et a connu différentes structures, mais leur analyse n'est pas possible dans le cadre de cette étude. Cependant on peut présenter les principaux changements.

Jusqu'à 1974, la BNT a utilisé la CDD pour sa section française et la classification Dewey pour la partie arabe. Cette dernière classification était considérée comme plus pratique pour les livres arabes dans la mesure où plusieurs éditions de la CDD étaient disponibles en arabe. Cependant la bibliographie adopte la CDD pour les deux sections en 1975, suivant en cela les recommandations internationales concernant les bibliographies nationales.

En ce qui concerne le catalogage, les règles AFNOR (Association française de normalisation) ont été utilisées jusqu'à 1975 puis l'ISBD(M) à partir de 1976. A partir de 1978, on a séparé les publications gouvernementales des publications commerciales de telle sorte qu'on perçoit mieux les différents types d'édition en Tunisie.

Le volume de 1982 présente la structure suivante:

- introduction
- liste des abréviations
- cadre de la classification décimale universelle
- divisions communes
- publications gouvernementales
- index des titres
- publications commerciales
- index des auteurs et des collaborateurs
- index des collectivités
- index des titres
- index des sujets
- index des éditeurs et des imprimeurs
- titres des nouveaux périodiques
- supplément 1980-1981

Le BNT est trimestrielle et cumulée annuellement. Elle couvre tous les documents publiés sur le territoire tunisien et déposés à la Bibliothèque nationale. Ces documents vont des publications officielles aux publications commerciales, y compris les thèses, les manuels scolaires et les nouveaux périodiques. Les non-livres ne sont pas répertoriés. Le volume de 1982 comportait 344 titres en français répartis comme suit:

- Publications gouvernementales: 97
- Publications commerciales : 247

y compris 128 thèses (37,20 %) et 72 manuels scolaires (20,9 %). Les nouveaux titres de périodiques sont seulement au nombre de 5 pour la même année.

La section arabe comporte 271 titres seulement répartis ainsi:

- Publications gouvernementales: 39 (14,39 %)
- Publications commerciales : 232 (85,60 %)

y compris 32 thèses (11,80 %), 39 manuels scolaires (14,39 %) et 18 nouveaux titres de périodiques.

Les publications commerciales se répartissent ainsi dans les divisions de la CDU:

Classes de la CDU	Section française	Section arabe
0	5	6
1	2	4
2	1	41
3	41	61
5	42	-
6	112	4
7	2	8
8	27	82
9	15	26
Total	247	232

La Bibliographie nationale de Tunisie est trimestrielle; le cumulatif annuel est publié régulièrement dans un délai de 4 à 5 mois. Cette bibliographie joue désormais un rôle important dans le contrôle bibliographique national. C'est le principal instrument pour la recherche sur les éditions nationales imprimées et une source statistique pour les domaines couverts par l'édition tunisienne.

La Bibliographie nationale marocaine

Nous n'avons pas beaucoup d'informations concernant cette bibliographie mais nous avons essayé de rassembler le maximum de détails pour ne négliger aucun aspect tant pour le contenu que pour le recensement et même la structure.

Ainsi nous savons que la Bibliographie nationale marocaine a été publiée pour la première fois au début des années 60 (1962 ?). La législation de dépôt légal est celle de la France jusqu'en 1956 et il n'existe pas de texte nouveau depuis cette date.

En 1963 la BNM qui était alors une simple liste dans l'ordre alphabétique des auteurs prend une forme nouvelle et la "Nouvelle série", publiée tous

les mois en brochure, adopte le classement CDU pour les sections arabe et française avec un index des sujets. Cette bibliographie mentionne seulement les articles concernant le Maroc extraits des principales revues nationales et étrangères. Les monographies ne sont pas incluses. L'information est présentée sous forme de fiches normalisées 12,5 x 7,5 cm. Elle donne les entrées auteurs et titres et des détails sur les périodiques avec les cotes à la Bibliothèque nationale.

A partir de 1970, on remarque une nouvelle orientation dans la BNM. Selon les fascicules reçues à la Bibliothèque nationale de Tunis, les années suivantes ne contiennent que les monographies. Ainsi nous ne savons pas avec certitude s'il y a eu un nouveau choix dans le contenu de la bibliographie ou bien si deux bibliographies ont été publiées en parallèle.

Cette deuxième bibliographie présente la même structure avec ses deux sections (arabe et français), le classement CDU et l'index sujets. Pas d'index auteurs ni d'index titres.

Dépendant le dernier fascicule de cette bibliographie publié en 1984 et couvrant le matériel déposé à la bibliothèque nationale en 1983 présente des différences de structure.

C'est une liste alphabétique des auteurs et des titres, complétée par un index auteurs et sujets. Le catalogue suit l'ISBD(M).

Tous les types de documents (publications commerciales et officielles) sont recensés dans une seule séquence alphabétique. La section arabe contient 123 titres et la section française 98.

Cette bibliographie couvre les livres imprimés dans le pays et également les documents produits en France, au Liban, en Jordanie ou ailleurs et publiés par des auteurs marocains.

Comme nous n'avons pas la collection complète de la BNM et n'avons pas pu obtenir d'autres informations sur elle, nous ne sommes pas sûr de la périodicité. Nous n'avons pas essayé d'analyser ce sujet car le fascicule que

nous avons obtenu ne correspond pas à la période retenue pour notre étude.

La Bibliographie libyenne

Bien que la Libye ait une bibliothèque nationale, la tâche de préparation et de publication de la bibliographie nationale a été confiée à la "Technical Preparing Section" de la General Administration of Culture and National Guidance sous les auspices du Secrétariat libyen de l'Information et de la Culture.

Le premier numéro de cette bibliographie a été publié en 1972. C'est une bibliographie territoriale qui recense les livres imprimés, les périodiques vivants, les rapports de recherche, les publications gouvernementales et les manuels scolaires.

Elle est divisée en 2 sections: arabe et anglais. Chaque section comporte les rubriques suivantes:

1. Publications des éditeurs commerciaux et des universités Al-Fateh et Gay-Younis.
2. Publications des secrétariats et ^{des} collectivités officielles.
3. Manuels scolaires
4. Périodiques.

La partie principale de la bibliographie est complétée par une série d'index: auteurs, titres et sujets pour les monographies, titres et sujets pour les périodiques.

Les règles de catalogage utilisées dans la bibliographie sont très inspirées de l'ISBD(A) mais appliquées avec quelques modifications dans les différentes zones.

La 18e éd. de la Classification Décimale Dewey est utilisée avec quelques changements dans les divisions traduites en arabe, c'est-à-dire religion, linguistique et littérature.

Selon l'introduction de la bibliographie, les documents publiés dans

le pays sont collectés par le Secrétariat de l'Information et de la Culture sur la base de contacts directs avec les éditeurs, les imprimeurs et tous les organismes concernés par la production et la distribution du matériel imprimé dans le pays. Cependant l'absence de législation de dépôt légal ou d'un équivalent ne favorise pas le contrôle bibliographique exhaustif.

De plus, en dépit de sa périodicité annuelle, la A.B.L. semble avoir beaucoup de difficultés à paraître régulièrement et sans délai. Ainsi, l'ALECSO (Arab League Educational Cultural and Scientific Organization) n'a pas réussi pendant les 3 dernières années à obtenir une version imprimée de la bibliographie. Seules des versions dactylographiées avec une description bibliographique abrégée sont parvenues à l'ALECSO. La bibliographie libyenne a-t-elle cessé d'être publiée sous forme imprimée ? Nous l'ignorons.

Le Contrôle bibliographique arabe régional

À début des années 70, une nouvelle impulsion a été donnée à l'activité bibliographique dans le Maghreb aussi bien qu'à celle des autres pays arabes avec la publication du Arab Bulletin of Publications. L'A.B.P. est publié conjointement par l'ALECSO et la Bibliothèque nationale de Tunisie.

C'est une compilation de toutes les bibliographies nationales arabes en une seule bibliographie régionale comprenant la production de tous les États membres de l'ALECSO.

Cette bibliographie est annuelle et comporte 2 sections principales:

1. publications en arabe
2. publications en langues étrangères

Les 2 sections comprennent les rubriques suivantes:

- a. publications générales
- b. publications officielles
- c. livres pour enfants

Les périodiques sont exclus.

Pour le catalogage, l'A.B.P. utilise la version arabe de l'ISBD(M) et

la version arabe de la Dewey pour la classification. Les 2 traductions ont été assurées par l'ALECSO. Le rôle de cette publication est considérable car elle représente la synthèse de la production intellectuelle dans la plupart des pays arabes. C'est une bibliographie de bibliographies [sic] augmentée des fonctions d'un catalogue collectif qui permet aux utilisateurs et chercheurs de retrouver l'information dans tous les domaines de la connaissance et de savoir où elle est disponible dans les pays arabes.

Dans une large mesure, le Arab Bulletin of Publications est tributaire de la production des bibliographies nationales par les pays arabes dont le contrôle bibliographique est censé être efficace et exhaustif. D'un autre côté, l'automatisation prochaine de l'A.B.P. aidera considérablement à la constitution d'une base régionale de données bibliographiques .

Conclusion

On peut noter qu'en dépit de nombreux problèmes, l'activité bibliographique au Maghreb a gagné une nouvelle force par la publication de bibliographies nationales courantes et rétrospectives. La plupart des bibliothèques nationales ont fortement essayé de développer la qualité esthétique et technique de leur publication de façon à les porter au niveau des publications internationales. Les personnes responsables de l'élaboration des bibliographies nationales sont conscientes de l'importance de tels instruments pour l'enregistrement et l'identification de la production nationale et ainsi s'efforcent de donner de plus en plus d'importance à la fabrication de tels instruments. Cependant ces efforts sont insuffisants car certains pays maghrébins n'ont pas les moyens de leur politiques: en d'autres termes, les législations de dépôt légal qui existent sont dépassées et ne couvrent généralement pas tous les types de documents. De plus, même si les lois de dépôt légal existent les éditeurs ne sont pas prêts à les respecter car ils les considèrent comme un moyen répressif et de censure. Cette attitude tend à changer petit à petit grâce à la conscience qu'on a de l'importance des bibliographies nationales

et aux contacts étroits entre les éditeurs, les auteurs et les agences bibliographiques nationales.

Ainsi, la révision des législations de dépôt légal doit être envisagée dans la plupart des pays du Maghreb et de nouvelles lois viendraient certainement renforcer le recensement et étendre les types de matériels à déposer. Les bibliothèques nationales du Maghreb sont liées pour faire face à des développements futurs plus rationnels et plus cohérents.